

**LIBAN**

ÉCLAIRAGE

# Le Liban juge non négociable le désarmement des Palestiniens hors des camps

Par Philippe Abi-Akl | mardi, janvier 19, 2010

Au lendemain des déclarations d'Abou Moussa, chef de l'organisation palestinienne pro-syrienne Fateh-Intifada, refusant de laisser désarmer les bases palestiniennes hors des camps de réfugiés, on s'interrogeait hier dans les milieux politiques sur la régularité de la présence de ce responsable sur le territoire libanais.

Avait-il obtenu un visa d'entrée au Liban ou bien a-t-il pénétré sur le territoire par ce qu'on appelait la « route militaire » à Masnaa, censée avoir été fermée après le retrait de l'armée syrienne du pays, en avril 2005 ?

Les milieux politiques se posaient cette question un peu par dérision, afin de souligner le peu de respect manifesté par Abou Moussa à l'égard de la volonté du peuple libanais et de ses dirigeants. Les leaders politiques libanais s'étaient en effet mis d'accord à l'unanimité autour de la table de dialogue en 2006 sur le désarmement des Palestiniens hors des camps et sur la réorganisation des armes à l'intérieur des camps, qui se sont à la longue transformés en îlots d'insécurité échappant totalement à l'autorité de l'État, repaires de hors-la-loi et de fuyitifs et sanctuaires pour les intégristes, les extrémistes et les terroristes.

Aux yeux des Libanais, la décision de désarmer les bases palestiniennes hors des camps, relevant toutes d'organisations pro-syriennes, n'est pas négociable, d'autant que ces bases n'ont pas véritablement de fonction contre Israël.

En outre, on souligne qu'Abou Moussa n'a pas le droit d'imposer à l'État libanais son point de vue alors que les principaux leaderships palestiniens, tant l'OLP par la bouche du président palestinien Mahmoud Abbas, que le mouvement Hamas par celle de Khaled Mechaal, avaient clairement proclamé leur respect de l'État libanais et leur soumission aux lois en vigueur dans ce pays.

Dans les milieux de la majorité parlementaire, on estime que les propos tenus dimanche par Abou Moussa à Saïda constituent la teneur d'un message que certaines parties régionales, probablement la Syrie et l'Iran, lui avaient demandé de transmettre dans le cadre du bras de fer avec les États-Unis. Ainsi, les bases palestiniennes au Liban deviennent une carte de pression diplomatique destinée, une fois de plus, à renforcer la position syrienne ou plutôt celle du front du refus dans la région et faire savoir aux Américains qu'ils sont incapables de relancer le processus de paix au Proche-Orient sans prendre en considération les positions de la Syrie et de l'Iran.

Les positions exprimées par Abou Moussa devraient très probablement faire l'objet de discussions entre responsables libanais, d'une part, syriens et palestiniens, de l'autre, et les premiers ne manqueront certainement pas d'y arguer de l'unanimité intervenue à ce sujet au Liban.

Sur ce point précis, les milieux de la majorité observent attentivement le comportement des leaderships du 8 Mars à cet égard. Ils attendent d'eux soit qu'ils proclament leur respect de l'accord donné précédemment, soit au contraire qu'ils annoncent clairement avoir pris leurs distances à cet égard. Certaines parties tentent déjà, d'ailleurs, de lier la question du désarmement des Palestiniens hors des camps à l'amélioration des conditions humanitaires des réfugiés au Liban. Mais les responsables libanais rejettent tout lien entre l'aspect humanitaire et la question des armes, qui touche à la souveraineté du Liban et met le pays en péril, et exigent des leaderships palestiniens qu'ils se conforment à la volonté libanaise.

Sur un autre plan, une source informée rapporte que le conseiller américain pour la Sécurité nationale, James Jones, qui a effectué vendredi dernier une visite au Liban, a souligné devant ses interlocuteurs la gravité de la situation régionale et les a invités à ne donner aucun prétexte qui permettrait à Israël de déclencher une nouvelle guerre au Liban, d'autant que l'État hébreu cherche manifestement cela pour procéder à une fuite en avant.

Conscient de ce fait, le Liban s'emploie, par le biais de ses forces militaires et policières, à garder le contrôle de la situation pour empêcher tout dérapage.